

niveau sous lequel la classe ouvrière d'Allemagne ne peut se laisser réduire volontairement et pour longtemps. Mais, le régime bourgeois luttant pour son existence ne veut pas reconnaître ce niveau. Les décrets-lois de Brüning sont simplement le commencement pour tater le terrain. Le régime de Brüning tient, grâce au soutien lâche et perfide de la bureaucratie social-démocrate qui, elle-même, se maintient par la semi-confiance maussade d'une partie du prolétariat. Le système des décrets bureaucratiques est instable, incertain, peu viable. Le capital a besoin d'une politique autre, plus décisive. Le soutien de la social-démocratie, qui doit se tourner vers ses propres ouvriers, est non seulement insuffisant pour ses buts — elle commence déjà à le gêner. La période des demi-mesures est passée. Pour tenter de trouver une nouvelle issue, la bourgeoisie doit se débarrasser complètement de la pression des organisations ouvrières, les écarter, les détruire et les éparpiller.

Ici commence la fonction historique du fascisme. Il dresse sur les jambes ces classes qui s'érigent immédiatement au-dessus du prolétariat et craignent d'être précipitées dans ses rangs, il les organise et les militarise avec les moyens du capital financier, sous le couvert de l'Etat officiel et les oriente vers la destruction des organisations prolétariennes depuis les plus révolutionnaires jusqu'aux plus modérées.

Le fascisme n'est pas simplement un système de répression, d'actes de force et de terreur policière. Le fascisme est un système d'Etat particulier, fondé sur l'extermination de tous les éléments de la démocratie prolétarienne dans la société bourgeoise. La tâche du fascisme ne consiste pas seulement à briser l'avant-garde prolétarienne, mais aussi à maintenir toute la classe dans un état de fragmentation forcée. Pour cela, l'extermination physique de la couche ouvrière la plus révolutionnaire est insuffisante. Il faut détruire toutes les organisations indépendantes et libres, anéantir tous les points d'appui du prolétariat et exterminer les résultats du travail de trois quarts de siècle de la social-démocratie et des syndicats. Car, sur ce travail s'appuie aussi, en dernière instance, le Parti communiste.

La social-démocratie a préparé toutes les conditions pour la victoire du fascisme. Mais ainsi elle a aussi préparé les conditions de sa propre liquidation politique. Rejeter sur la social-démocratie la responsabilité du système des décrets-lois Brüning et de la barbarie fasciste menaçante est tout à fait juste. Identifier la social-démocratie avec le fascisme est tout à fait insensé.

Par sa politique durant la Révolution de 1848, la bourgeoisie libérale prépara la victoire de la contre-révolution qui, alors, condamna le libéralisme à l'impuissance. Marx et Engels sus-

tigèrent la bourgeoisie libérale allemande avec non moins de mordant que Lassalle et plus profondément que lui. Mais alors que les lassalliens jetaient la contre-révolution féodale et la bourgeoisie libérale en une « masse réactionnaire », Marx et Engels se dressèrent de la manière la plus justifiée contre ce faux ultraradicalisme. La position erronée des lassalliens fit d'eux accidentellement des complices involontaires de la monarchie, malgré le caractère général progressif de leur travail extrêmement plus sérieux et plus important que celui du libéralisme.

La théorie du « social-fascisme » reproduit la faute essentielle du lassallisme sur de nouvelles bases historiques. Pendant qu'elle jette nationaux-socialistes et social-démocrates dans une masse fasciste, la bureaucratie stalinienne tombe dans des actions telles que le soutien du plébiscite hitlérien : cela n'est en aucune manière meilleur que les combinaisons lassalliennes avec Bismarck.

Dans sa lutte contre la social-démocratie, le communisme allemand doit s'appuyer à l'étape actuelle sur deux bases inséparables : a) la responsabilité politique de la social-démocratie pour la force du fascisme ; b) l'inconciliabilité absolue entre le fascisme et ces organisations ouvrières sur lesquelles s'appuie la social-démocratie

Les contradictions du capitalisme allemand sont arrivées à présent à cette tension à laquelle inévitablement l'explosion doit suivre. La capacité d'adaptation de la social-démocratie a atteint la limite où déjà se produit l'auto-destruction. Les fautes de la bureaucratie stalinienne ont atteint le point après lequel vient la catastrophe. Cela est la formule en trois aspects qui caractérise la situation en Allemagne. Tout repose sur le tranchant du couteau.

Lorsqu'on suit la vie en Allemagne, d'après des journaux qui arrivent avec un retard d'une semaine par la poste, lorsque les manuscrits exigent une autre semaine pour assujettir la distance entre Constantinople et Berlin, sur quoi passent encore les semaines avant que la brochure atteigne le lecteur, on se dit involontairement : Ne sera-ce pas trop tard ? Et, chaque fois, on se répond : Non, les armées amenées en ligne sont trop puissantes pour qu'une décision unique, foudroyante, soit à craindre. Les forces du prolétariat allemand ne sont pas épuisées. Elles ne sont encore même pas en mouvement. La logique des faits parlera chaque jour plus amèrement. Ceci justifie la tentative de l'auteur d'apporter sa contribution par ses paroles, même aussi avec un retard de plusieurs semaines, c'est-à-dire de toute une époque historique.

La bureaucratie stalinienne a trouvé qu'elle poursuivrait son travail plus tranquillement si elle maintenait l'auteur de ces lignes à Prinkipo. Du gouvernement du social-démocrate

Hermann Müller, elle a obtenu le refus du visa pour le... « menchevik » : le front unique fut réalisé dans ce cas sans déviation ni retard. Aujourd'hui, les staliniens annoncent dans les publications soviétiques officielles que je « défends » le gouvernement Brüning, en accord avec la social-démocratie, qui s'efforce de me faire accorder mon droit d'entrée en Allemagne. Au lieu de nous indigner de cette bassesse, nous nous moquerons de la sottise. Mais notre rire sera bref, car il reste peu de temps.

Que les événements nous donneront raison, il ne peut y avoir le moindre doute à ce sujet. Mais sur quelles voies l'histoire mènera-t-elle sa démonstration : par la catastrophe de la fraction stalinienne ou par la victoire de la politique marxiste ?

La réponse à présent toute la question. C'est la question du sort du peuple allemand et pas seulement du sien seul.

\*\*\*

Les questions traitées dans cette brochure ne sont pas nées d'hier. Voilà 9 ans que la direction de l'Internationale communiste procède à la révision des valeurs et désorganise l'avant-garde prolétarienne internationale par des convulsions tactiques qui, dans leur somme globale, portent le nom de « ligne générale ». L'opposition de gauche russe (bolchevik-léniniste) se forma sur la base non seulement des problèmes

russes mais aussi des problèmes internationaux. Le problème du développement révolutionnaire de l'Allemagne n'y occupait pas la dernière place. Des divergences aiguës dans ce domaine naquirent en 1923. L'auteur de ces lignes se prononça plus d'une fois durant ces années sur les questions litigieuses. Une part importante de ses travaux critiques a paru aussi en langue française. La présente brochure trouve sa place par voie de succession dans le travail théorique et politique de l'opposition de gauche. Beaucoup de ce qui est noté en passant fut soumis en son temps à une investigation détaillée. Il ne me reste qu'à renvoyer le lecteur, particulièrement à mes livres : L'Internationale Communiste après Lénine, La Révolution permanente. Aujourd'hui, quand les divergences se dressent devant tous sous l'aspect d'un grand problème historique, on peut mieux et plus profondément apprécier leurs sources. Pour un révolutionnaire sérieux, pour un véritable marxiste, cela est absolument indispensable. Les éclectiques vivent d'idées épisodiques, d'improvisations qui surgissent sous la poussée des événements. Des cadres marxistes capables de diriger la révolution prolétarienne ne s'éduquent que par une investigation constante et un enchaînement successif des tâches et des divergences.

L. T.

Prinkipo, 27 janvier 1932.

